

**DE LA DESINTEGRATION A LA NECESSITE D'UNE
INTEGRATION INTERNE ET SOUS REGIONALE : LE DOUBLE
DEFI DE L'ÉTAT AFRICAIN
CAS DE LA COTE D'IVOIRE 1893-2010**

**FROM DISINTEGRATION TO THE NEED FOR INTERNAL AND SUB-
REGIONAL INTEGRATION: THE DOUBLE CHALLENGE FOR THE
AFRICAN STATE, THE CASE OF CÔTE D'IVOIRE 1893-2010**

Lékpéa Alexis DEA

Enseignant-chercheur - Université Jean Lorougnon Guédé Daloa (RCI)

Département d'Histoire - Côte d'Ivoire

dea.alexis@yahoo.fr

Résumé

Cet article examine le double défi d'intégration de l'Etat ivoirien : celui de la gestion, d'une part, des legs coloniaux, et, d'une part, des conjonctures économiques et politiques de la période postcoloniale. La colonisation française a mis ensemble, de façon arbitraire des peuples divers, leur imposant un destin commun. La mise en valeur de la colonie, basée sur une économie extravertie, a entraîné d'importantes immigrations internes et sous-régionales. Se pose alors la question du vivre-ensemble à laquelle l'État doit faire dans un contexte de crise économique et politique permanent.

Mots-clés : désintégration, crise, sous-développement, défis, identités.

Abstract

This paper examines the dual challenge of integrating the Ivorian state: that of managing, on the one hand, colonial legacies, and, on the one hand, the economic and political conditions of the postcolonial period. French colonization arbitrarily brought together diverse peoples,

imposing a common destiny on them. The development of the colony, based on an outgoing economy, led to significant internal and sub-regional immigration. This raises the question of living together which the state must deal with in a context of permanent economic and political crisis.

Keywords: disintegration, crisis, underdevelopment, challenges, identities.

INTRODUCTION

La rencontre de l'Afrique et de l'Occident ces deux derniers siècles a considérablement modifié la destinée du continent africain. Cette rencontre qui connaît un véritable essor avec la ruée européenne déclenchée après la conférence de Berlin a entraîné d'importantes mutations dans l'évolution de l'Afrique. En Côte d'Ivoire, c'est la France qui établit officiellement sa domination en 1893, détruisant tout le système de fonctionnement des sociétés traditionnelles existantes. La nouvelle organisation politique, économique et culturelle mise en place par le colonisateur et dont a hérité l'Etat postcolonial, loin d'être un facteur de construction d'une identité collective, facteur d'intégration et de développement, a posé les bases de nombreuses crises politiques, économiques et identitaires. Face à toutes ces difficultés, la construction d'une identité nationale collective et une redéfinition des conditions de la rencontre ivoirien-africain constitue le double défi des autorités ivoiriennes pour un développement paisible et durable.

La question que nous voudrions traiter à travers cet article est celle des responsabilités respectives de l'administration coloniale et l'Etat postcolonial dans les nombreuses crises qui empêchent le développement de la Côte d'Ivoire et les défis auxquels ce pays doit faire face pour amorcer un développement durable dans la stabilité.

Pour ce faire, nous présenterons dans un premier temps les fondements coloniaux du sous-développement de la Côte d'Ivoire, dans un deuxième temps nous soulignerons le rendez-vous manqué de l'Etat postcolonial dans les attentes de développement et d'intégration. Dans un troisième temps, il sera question de présenter le double défi actuel pour un développement stable et durable de la Côte d'Ivoire.

1. aux origines des problèmes de développement de la Côte d'Ivoire : la colonisation

Pour mieux comprendre les fondements du sous-développement de l'Afrique, et particulièrement de la Côte d'Ivoire, il suffit d'interroger l'histoire récente de ce pays, marquée par son contact avec l'Europe. Ce contact dont la primeur s'est faite sentir à partir de la fin du XIX^{ème} siècle avec l'impérialisme européen, a sonné le glas d'une terre libre, riche de sa civilisation et maîtresse de sa destinée. L'autre, cet étranger venu par la mer, fort de sa puissance militaire et de sa ruse culturelle, s'est emparé du territoire, lui imposant une nouvelle destinée, celle d'une terre servile dont les fils, désormais voués à la servitude devraient renoncer à leur identité pour épouser celle de sujets du colonisateur. Les indépendances des années 1960 ouvraient donc sur des défis que devrait relever l'Etat post-colonial.

1.1. De la conquête coloniale à la désintégration des systèmes politique économique et social existants

C'est en 1893, à la suite de la brillante expédition de l'explorateur Louis Gustave Binger que fut créée par décret, la colonie française de Côte d'Ivoire. La création de cette colonie a eu des implications directes importantes sur la destinée de ce territoire.

D'abord, au niveau politique, la délimitation spatiale et l'administration mise en place par le colonisateur ont constitué les premiers facteurs de désintégration. En effet, déjà à partir de 1892, la France signe une série de conventions avec les pays et puissances limitrophes de la future colonie de Côte d'Ivoire. « Le 08 décembre 1892, un accord connu sous le nom d'arrangement permet de déterminer approximativement la limite ouest qui sera rectifiée plus tard et fixée au fleuve Cavally » (Villamur et Richaud, 1903 : 25). Le 14 juin 1898, une autre convention signée avec l'Angleterre permet de situer la limite est avec la colonie anglaise de la Gold cost. Au nord, les limites de la colonie sont fixées par le décret du 17 octobre 1899 rattachant à la Côte d'Ivoire les cercles ou résidences de Kong, d'Odienné et de Bouna.

« Au moment où s'achève la guerre contre Samori Touré en 1898, la France est bien en place sur un territoire beaucoup plus large qu'on ne pouvait l'espérer dix ans plus tôt. Elle a même fait reconnaître ici ses droits aux autres puissances européennes, notamment aux Britanniques. » (Kipre, 2005 : 101).

Cette délimitation qui s'est faite par le colonisateur et dans son propre intérêt n'a pas tenu compte des réalités socioculturelles des populations autochtones. Ainsi, dans l'ouest les mêmes peuples dan et wê se retrouvèrent de part et d'autre de la frontière. Il en est de même à l'est et au nord où les Lobi, Malinké et les sénoufos se sont retrouvés partagés entre les différentes colonies de Côte d'Ivoire, du Soudan Français et de la Haute Volta. Cette nouvelle organisation sociale et politique a sérieusement affecté voire détruit les systèmes politiques et culturels existants.

Sur ce vaste espace constitué précédemment de royaumes et de chefferies divers, la France établit une administration coloniale forte, centralisée et contrôlée depuis la métropole. Chefs et sujets d'alors se retrouvent soumis à une seule et même autorité véritable.

Au plan économique, les mutations sont énormes : l'économie traditionnelle, basée sur le troc, se transforme en une économie de traite ou de prédation. Cette dernière se manifeste en deux phases : d'abord par l'exploitation des ressources naturelles et leur drainage vers les ports¹, puis le passage à une économie de plantation dont les produits sont toujours drainés vers la métropole² (Yayat, 2000). On assiste également au développement du commerce avec une forte activité des maisons de commerces européennes.

Sur le plan culturel, l'école introduite par le colonisateur et la religion chrétienne qui s'est présentée comme son principal allié, ont apporté une nouvelle manière de vivre et de croire. Elles ont enseigné et entraîné le rejet des modes traditionnels d'éducation et des croyances et religions locales. (Ekanza, 2005 : 142-143.).

¹ Jusqu'en 1930, les produits de cueillette constituent l'essentiel de la production et des exportations : kola, produits du palmier, bois (l'abattage des bois précieux, teck et surtout acajou se développaient pour le compte de quelques sociétés métropolitaines), caoutchouc (l'administration encourageait cette récolte dont la demande ne cessait de croître sur les marchés européens).

² Après la guerre de 1914-1918, la transformation économique suit l'organisation. Aux exportations le caoutchouc disparaît, les palmistes stagnent ; les bois progressent ; des chantiers forestiers ont été établis par des européens le long des lagunes, on atteint les 150 000 tonnes en 1928 ; c'est surtout l'acajou qui est abattu. Mais le développement spectaculaire est celui du cacao, en effet à partir de 1930, le café et le cacao l'emportent sur tous les autres produits et dominent l'économie. Pour le cacao, on atteint les 1000 tonnes en 1920, 20000 tonnes en 1930 et en 1938 : 55 000 tonnes. La colonie entre ainsi dans l'ère de l'économie de plantation. A ces deux produits s'ajoutent le coton (Au Nord et au centre), la banane (12000 tonnes en 1938) et le bois. Les principales exploitations sont européennes avant 1945. Elles bénéficient d'une main d'œuvre africaine presque gratuite.

Face à cette domination totale et pour y réagir, de nombreuses oppositions se sont manifestées sans succès dans toutes les régions du territoire. Au plan religieux par exemple, à défaut de rejeter ouvertement la religion chrétienne, des leaders charismatiques ont émergé et créé de nombreux mouvements messianiques et syncrétiques pour corriger les injustices européennes dans la religion chrétienne et lui donner une coloration locale. (Dea, 2014).

Toutes ces mutations politiques, économiques et sociales ont constitué des éléments de désintégration et de déstabilisation du système traditionnel ivoirien. Malheureusement, elles n'ont pas pu remplacer ce qui a été détruit et la reconstruction ou l'adaptation économique politique et culturelle reste un véritable problème pour la jeune nation ivoirienne. Le sous-développement de la Côte d'Ivoire a ainsi pour un des fondements essentiels la destruction des systèmes traditionnels existants.

Interrogeons-nous à présent sur l'objectif poursuivi par la colonisation afin de consolider la responsabilité coloniale dans le sous-développement de la Côte d'Ivoire.

1.2. Des objectifs ambigus au bilan mitigé de la machine coloniale

L'objectif poursuivi par la colonisation est bien difficile à saisir, à exposer. S'agissait-il d'un objectif humanitaire, d'une recherche de profit, de la quête d'un prestige politique ou de toutes ces choses à la fois ? Déjà en 1885, le projet colonial, tel que soutenu par le député Jules Ferry semble englober toutes ces dimensions. Pour ce député maire français, défenseur de la politique coloniale, il faut rattacher ce projet d'expansion coloniale « à des idées économiques, à des idées de civilisation de la plus haute portée et à des idées d'ordre politique et patriotique ». Pour lui, la République a un rang à tenir : "La France ne peut être seulement un pays libre. (...) Elle doit être aussi un grand pays, exerçant sur les destinées de l'Europe toute l'influence qui lui appartient (...), et porter partout où elle le peut sa langue, ses mœurs, son drapeau, ses armes, son génie."

À cette conduite s'ajoute un idéal humanitaire et civilisateur : "Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures. (...) Il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures."

(Renan 1971) l'avait déjà signifié quelques années auparavant : la conquête d'un pays de race inférieure par une race supérieure qui s'établit pour le gouverner n'a rien de

choquant. [...] Autant les conquêtes entre races égales doivent être blâmées, autant la régénération des races inférieures ou abâtardies par les races supérieures est dans l'ordre providentiel de l'humanité.

Une telle idéologie suppose donc la remise en cause et le rejet de la civilisation des colonisés considérés comme barbares et sans histoire selon le poète français Victor Hugo : « L'Asie a son histoire, l'Amérique a son histoire, l'Australie elle-même a son histoire, qui date de son commencement dans la mémoire humaine. L'Afrique n'a pas d'histoire ; une sorte de légende vaste et obscure l'enveloppe. [...] Au XIX^e siècle, le Blanc a fait du Noir un homme, au XX^e siècle, l'Europe fera de l'Afrique un monde. » ³

Mais quel monde ?

En Côte d'Ivoire, le mobile économique semble de loin, être la principale motivation de l'impérialisme français. Déjà en 1903, dans la dédicace faite à l'explorateur Binger de leur livre descriptif de la Côte d'Ivoire, Roger Villamur et Léon Richaud présente cette colonie comme « une des plus riches et des plus attirantes contrées de la France coloniale ». (Villamur et Richaud, 1903 : 25). Pour le gouverneur, Binger, le vœu le plus cher est la mise en valeur de cette « jeune possession si riche, si captivante et si pleine de sève ». Et l'atteinte de cet objectif devrait nécessairement passer par la soumission politique et culturelle, d'où la conquête coloniale, la pacification et l'instauration du christianisme dont l'une des premières missions fut de s'occuper de l'éducation. Toutes ces dispositions devraient donc

³ Extrait d'un discours prononcé le dimanche 18 mai 1879, à l'occasion d'un banquet commémoratif de l'abolition de l'esclavage. Ce banquet était présidé par Victor Hugo et réunissait, chez Bonvalet, cent vingt convives. <http://dormirajamais.org/hugo/>. Dans ce discours, Hugo encourage vivement l'Europe à prendre possession de l'Afrique : « Refaire une Afrique nouvelle, rendre la vieille Afrique maniable à la civilisation, tel est le problème. L'Europe le résoudra. Allez, Peuples! emparez-vous de cette terre. Prenez-la. À qui? à personne. Prenez cette terre à Dieu. Dieu donne la terre aux hommes, Dieu offre l'Afrique à l'Europe. Prenez-la. Où les rois apporteraient la guerre, apportez la concorde. Prenez-la, non pour le canon, mais pour la charrue; non pour le sabre, mais pour le commerce; non pour la bataille, mais pour l'industrie; non pour la conquête, mais pour la fraternité. (*Applaudissements prolongés.*)

Versez votre trop-plein dans cette Afrique, et du même coup résolvez vos questions sociales, changez vos prolétaires en propriétaires.

Allez, faites! faites des routes, faites des ports, faites des villes; croissez, cultivez, colonisez, multipliez; et que, sur cette terre, de plus en plus dégagée des prêtres et des princes, l'Esprit divin s'affirme par la paix et l'Esprit humain par la liberté! »

favoriser une exploitation efficace de la colonie dans un climat apaisé où le naturel renonçant à lui-même se met entièrement au service de colonisateur, son maître.

Quant au bilan de la colonisation, il est mitigé. Certes des nombreuses mutations positives ont permis d'améliorer le quotidien des ivoiriens. Le tracé des voies, les progrès économiques remarquables liés à l'instauration de l'économie de plantation, les merveilles de la médecine occidentale qui ont permis de lutter efficacement contre certaines endémies locales, l'administration moderne dans toute sa diversité sont autant de richesses héritées de la période coloniale.

Mais en dépit de tous ces privilèges, la colonisation a fortement disloqué tout un système traditionnel harmonieusement organisé. D'abord, la volonté du colonisateur de fondre les identités individuelles de base en une identité collective a fait perdre à l'ivoirien ses vraies racines. L'organisation politique coloniale a constitué un facteur de déconsidération des ivoiriens vis-à-vis des chefs traditionnels sans toutefois permettre une unité nationale. De surcroît, la fureur coloniale basée sur les brimades et les humiliations de tous ordres n'ont pas favorisé l'émergence de citoyens suffisamment digne et confiant. Comme le note Aimé Césaire,

Le colonialisme porte en lui la terreur. Il est vrai. Mais il porte aussi en lui plus néfaste encore peut-être que la chicotte des exploiters, le mépris de l'homme, la haine de l'homme, bref le racisme. Que l'on s'y prenne comme on le voudra, on arrive toujours à la même conclusion. Il n'y a pas de colonialisme sans racisme. »⁴.

En définitive, la colonisation aura fait plus de mal que de bien aux populations ivoiriennes.

L'indépendance acquise en 1960 était prometteuse d'une correction et d'un redressement de la situation.

⁴ Cité par Françoise VERGES, Aimée Césaire et la lutte inachevée,
http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1517-106X2009000100003

2. Du rendez-vous manqué de l'État postcolonial aux problèmes d'intégration et de développement en Côte d'Ivoire

Lorsque la Côte d'Ivoire accède à l'indépendance en 1960, les défis sont énormes pour la construction d'une nation forte, unie et prospère. Le développement est le plus grand challenge des autorités. D'importants efforts ont été consentis, mais sans toutefois permettre d'atteindre cet objectif.

2.1. Miracle économique ou mirage ivoirien : une fragilité économique persistante

Il suffit de lire les travaux de spécialistes comme Samir Amin pour comprendre la fragilité de la base de ce que l'on a appelé le miracle économique ivoirien. Cette fragilité à la base sera sans aucun doute le facteur principal de sa décadence économique à partir des années 1980.

Depuis la veille d'indépendance, la Côte d'Ivoire avait amorcé une croissance économique importante. De 1950 à 1960, le taux de croissance du produit intérieur brut a oscillé entre 7 à 8% par an ; à partir de 1961, il est passé à 11%. (Samir, 1967).⁵ Ces succès qui se sont poursuivis durant les années soixante et soixante-dix, trouvent leurs fondements dans les choix effectués dès avant l'indépendance par Félix Houphouët-Boigny, simultanément ministre de la République française et président de l'Assemblée territoriale, puis Premier ministre de la République autonome.

« Ces choix comprenaient trois orientations principales : la poursuite de la spécialisation agro-exportatrice engagée par la métropole dès les années vingt, centrée essentiellement sur le bois puis sur le café et le cacao ; l'alliance avec les firmes d'origine coloniale présentes sur le territoire ; la large ouverture du pays aux capitaux et aux hommes, avec un code des investissements attractif et une remarquable politique d'intégration des migrants originaires des pays voisins comprenant notamment l'accès à la terre, aux services publics et le droit de vote ». (Losch, 2000 :7). Les deux premières décennies furent donc pour la Côte d'Ivoire une période de prospérité économique si bien que ce pays fut cité comme un modèle de réussite économique dans la sous-région ouest-africaine.

⁵ Cité par Lazare ROSENSTROCH, Amin (Samir) - Le développement du capitalisme en Côte-d'Ivoire. In: Revue française de science, politique, 18^e année, n°2, 1968. pp. 386-387.

Mais cette prospérité est de très courte durée car, à partir de 1979, la Côte d'Ivoire est confrontée à une crise économique qui transforme très vite le miracle économique en un mirage, une illusion. En effet, à partir de cette période, le poids de la dette extérieure et la baisse du dollar dans lequel sont libellées les ventes ivoiriennes marque le point de départ d'une période de décadence économique intense. Au même moment, l'agriculture d'exportation, pièce maîtresse du système économique ivoirien connaît d'énormes difficultés liées à la baisse continue des prix. La valeur unitaire des exportations de produits agricoles baisse de façon drastique entre 1979 et 1990. (Kipre, 2005 : 227.).

Face à cette situation et dans l'incapacité d'y trouver des solutions internes, l'Etat procède à des recours extérieurs. La Côte-d'Ivoire a négocié son premier programme de stabilisation en 1981 avec le F.M.I. Ce programme a couvert la période 1981-1983 et n'a pu atteindre aucun de ses objectifs, à savoir : ramener le taux de croissance autour de 7 % en termes réels, réduire de moitié le déficit budgétaire et le déficit de la balance des paiements et ramener en dessous de 30 % le ratio du service de la dette. Plusieurs programmes d'ajustement et de stabilisation financés par les institutions multilatérales (BIRD, F.M.I., BAD) mais aussi par la France (CCCE) ont été mis en œuvre en vue de restaurer les

Grands équilibres macro-économiques et créer les conditions d'une relance économique. Ces programmes ont comporté souvent des mesures difficiles comme la suspension du recrutement des Fonctionnaires, le blocage et l'alignement des salaires, la fermeture de certaines unités industrielles. Malgré ces nombreux programmes, la situation économique s'est régulièrement dégradée au cours de la décennie 1980, malgré une légère embellie en 1984-1985. Le taux de croissance réel de l'économie ivoirienne est resté négatif depuis 1981. Sur la période 1986-1988, en particulier, le taux de croissance réel a baissé de 5 % par an en moyenne.

Ces difficultés financières ont maintenu la Côte d'Ivoire dans une forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur l'empêchant ainsi d'amorcer développement réel. L'héritage économique colonial a donc constitué le principal facteur de la décadence financière de la jeune nation ivoirienne et par ricochet, de son sous-développement.

2.2. De la précarité politique et économique de l'Etat postcolonial à la guerre civile : échec de l'intégration nationale ou résurgence des identités individuelles

De son accession à l'indépendance en 1960 jusqu'en 1990, la Côte d'Ivoire a connu une relative stabilité politique. Dirigée par un parti unique, le PDCI-RDA et un seul président de la République, Félix Houphouët Boigny, le pays a pu maintenir un climat de paix favorisé par ailleurs par la relative prospérité économique dû au miracle ivoirien. Pendant cette période, la vie politique est entièrement aux mains de ce parti politique et de son leader qui la dirigent d'une main de fer :

« Seul Félix Houphouët-Boigny sollicite désormais les suffrages aux élections présidentielles, et les élections législatives consistent dès lors pour la population, à ratifier une liste nationale de députés établie par la direction du parti unique et de l'Etat. Cette liste était bloquée : elle ne permettait aux électeurs ni rature de noms ni vote préférentiel »⁶.

Ce privilège du parti unique est brisé en 1990 avec l'avènement du multipartisme. En effet, le 30 avril 1990 la décision de faire appliquer les dispositions constitutionnelles sur l'existence de plusieurs partis politiques est officialisée en Côte d'Ivoire. C'est le rétablissement du pluralisme politique, suspendu dans les faits depuis la fin de l'ère coloniale. On assiste alors à la naissance de plusieurs partis politiques dont le FPI de Laurent Gbagbo, le PIT de Francis Wodié, l'USD de Bernard ZADI Zahourou. (Kipre, 2005 : 256).

La remise en cause permanente de la politique du PDCI-RDA, les nombreuses difficultés sociales et économiques vont amener Laurent Gbagbo à s'opposer plus concrètement à ce régime en se présentant aux présidentielles d'octobre 1990 où il obtient 18.3% des voix. Dès-lors, il devient officiellement le porte-flambeau de l'opposition ivoirienne.

Le période 1990-1999 est marquée en Côte d'Ivoire par une radicalisation politique, qui connaît son apogée avec la mort du président Félix Houphouët Boigny en 1993 et la guerre à sa succession. Chaque prétendant de son côté, usant de moyens stratégiques, cherche à écarter ses adversaires. Apparaissent alors des notions exclusionnistes d'ivoirité⁷ et de xénophobie. De

⁶ Yves A. FAURE, Année africaine 1990-1991, ORSTOM, Fond documentaire, N°35085.

⁷⁷ La notion d'ivoirité est un néologisme créé de toute pièce, utilisée pour la première fois dans un article intitulé « ivoirité et authenticité » paru dans le journal Fraternité Matin en 1974. Cet article est écrit 2 ans après la modification constitutionnelle portant sur le passage du droit du sol au droit du sang. De 1960 à 1972, il suffisait d'être né en Côte d'Ivoire pour être ivoirien. A partir de 1972, c'est le droit de sang qui prévaut c'est-à-dire qu'il

plus en plus l'ethnie prend le dessus sur les convictions idéologiques. Dans un tel climat de crises économique et politiques persistantes, l'étranger, le ressortissant de la sous-région ouest-africaine semblait ne plus être le bienvenu. Les difficultés économiques liées au fort taux de chômage avec une population de plus en plus galopante, la question foncière jusque-là contenue, va resurgir avec plus de violence ayant pour arme principale le facteur identitaire. Le coup d'Etat de décembre 1999, qui met fin à près de 40 années de règne du PDCI-RDA va ouvrir quant à lui une des pages les plus sombres de l'histoire du pays.

Des élections contestées, des violences postélectorales, notamment des charniers, puis une guerre civile qui éclate en 2002 coupant le pays en deux confirment l'échec de la construction de l'unité nationale. La coloration ethnique des forces en présence, les raisons du conflit exposées lors des différentes négociations démontrent clairement la volonté d'expression des identités individuelles, ethniques jusque-là camouflées sous le manteau d'une unité nationale hypothétique et virtuelle. L'étranger, notamment l'étranger burkinabé et libérien, compte-tenu de son attitude moins catholique dans crise ivoirienne devient la personne non grata.

3. Le double défi d'intégration pour l'État postcolonial ivoirien

La colonisation a désintégré les systèmes politique, économique et social de la Côte d'Ivoire. Elle n'a pas su, en retour, créer une entité nationale solide capable de survivre après l'indépendance. Cela a entraîné la jeune nation ivoirienne dans une situation politique et économique confuse avec une stabilité précaire qui allait chanceler avec les premières

faut être de père et ou de mère ivoirien pour avoir la nationalité ivoirienne. Cet article de Dieudonné Niangoran Porquet passa presque inaperçu en raison de la politique d'ouverture de la Côte d'Ivoire pendant ces années fastes du miracle ivoirien.

La réapparition de ce terme après la mort de Félix Houphouët Boigny s'explique selon Jean Noel Loucou par plusieurs faits qui peuvent justifier l'inquiétude des Ivoiriens. C'est d'abord l'importance numérique des étrangers en Côte d'Ivoire [...] liée à un fort taux d'immigration et à une forte natalité [...]. Les étrangers [...] occupent une place prépondérante parfois hégémonique dans l'économie ivoirienne. Cette présence étrangère menace donc de rompre l'équilibre socio-économique du pays. En deuxième lieu, l'angoisse du comment peut-on être ivoirien, renvoie à la quête d'une identité culturelle nationale. [...] Enfin, le comment peut-on être ivoirien traduit la revendication politique d'être chez soi. [...] L'ivoirité est, selon nous, une exigence de souveraineté, d'identité, de créativité. Le peuple ivoirien doit d'abord affirmer sa souveraineté, son autorité face aux menaces de dépossession et d'assujettissement: qu'il s'agisse de l'immigration ou du pouvoir économique et politique.» Cf. Jean-Noel LOUCOU, Actes du forum Curdiphe du 20 au 23 mars 1996, publiés sous la direction de Saliou Touré, in Ethics, revue de la Curdiphe, Presses universitaires d'Abidjan, 1996. pp. 20-21.

«Pour construire un "Nous", renchérit Niamkey Koffi, il faut le distinguer d'un "Eux" [...] Il faut parvenir à établir la discrimination NOUS/EUX d'une manière qui soit compatible avec le pluralisme des nationalités.» (pp. 26-27.)

difficultés des années 1980. Et depuis lors, le pays vit dans une instabilité politique et économique persistante. Aujourd'hui la construction de l'unité nationale et le renouement de la confiance avec les ressortissants ouest-africains constituent les défis majeurs, voire les préalables au développement de la Côte d'Ivoire et principal facteur de l'intégration africaine.

3.1. La nécessité de la construction de l'unité nationale ou la construction d'une identité collective

Les crises économiques et politiques successives qui jalonnent l'histoire de la Côte d'Ivoire depuis l'indépendance et qui ont atteint leur paroxysme avec la guerre civile et son triste corollaire de crise postélectorale ont mis au grand jour la précarité de l'unité nationale. Détaché de ses origines, incapable de s'adapter aux mutations imposées par la colonisation et condamné à une vie de misère depuis l'indépendance, l'ivoirien manque véritablement de repère. Face à toutes ces difficultés d'ordre existentiel, il doit chercher à se redécouvrir.

La question identitaire fait état de distinctions de langue, de religion, d'ethnicité, de nationalité, de citoyenneté, de race ou de région géographique, à l'intérieur d'un même pays ou entre deux pays ou plus. Tout ce qui a trait à l'identité, qu'elle soit nationale, ethnique, religieuse est universel. En Côte d'Ivoire, la question identitaire reste l'un des facteurs à la base des nombreuses crises politiques qui ont secoué le pays. Le véritable problème est avant tout celui de la cohabitation des ivoiriens eux-mêmes.

Depuis la période coloniale, la Côte d'Ivoire est l'une des principales destinations des flux migratoires ouest-africains⁸. Cette immigration sous-régionale s'accompagne parallèlement de migrations internes, du nord vers le sud du pays, du fait de la politique agricole mise en place par le colonisateur. L'indépendance du pays, proclamée le 7 août 1960, ne remet pas en question cet héritage. Bien au contraire, le président Félix Houphouët-Boigny l'approfondit à travers la mise en place d'une stratégie d'accueil des étrangers dans les plantations ivoiriennes afin d'asseoir le développement économique du pays.

Cette politique prendra toute sa dimension à partir des années 1970 avec l'adoption d'une mesure phare relative à l'occupation du sol : « la terre appartient à celui qui la cultive »⁹. Si

⁸. Lors du recensement de 1998, la Côte d'Ivoire comptait 26% d'étrangers soit 4 millions d'individus alors qu'en 1950 le pays ne comptait que 100 000 étrangers, soit 5% de la population totale.

⁹ Propos tenus par Houphouët-Boigny en 1976 à Abengourou face aux plaintes des autochtones causées par l'occupation de leurs terres par les étrangers.

cette politique a largement contribué à la réalisation du « miracle ivoirien » sur le plan économique, elle a aussi engendré une nouvelle composition de la société ivoirienne, organisée en une mosaïque ethnique et linguistique. Se pose alors le problème crucial de la coexistence de ces peuples d'origines diverses. Ces problèmes ont pour base essentielle la question existentielle. Immigrés et autochtones ont tous les mêmes besoins pour des ressources parfois limitées. La question foncière en est un exemple parfait. Pendant que la population ivoirienne croît à un rythme vertigineux, la forêt disparaît de façon dramatique ; l'école, bien qu'instrument d'instruction, ne garantit pas forcément l'emploi et le taux de chômage s'accroît au fil des années. Face à toutes ces difficultés la terre se présente comme une ressource sûre dont chacun veut disposer ; l'enjeu principal de tous les conflits.

Les identités individuelles ont aussi refait surface lorsque pendant la guerre civile, les camps se sont organisés sur la base d'appartenances ethniques et religieuses. L'on a vu le MPCJ, principal mouvement rebelle faire du nord musulman son bastion, le MPIGO et le MJP s'enraciner dans l'ouest avec pour argument principal la vengeance de la mémoire du général Robert GUEI, fils de cette région (Ero et Marshall, 2003, p. 88). Sur le plan religieux, la notion de la laïcité est mise à mal par le fanatisme politico-religieux si bien qu'on a du mal à distinguer la religion du chef de l'Etat de celle de l'Etat.

Face à cette résurgence des identités individuelles longtemps camouflées, se pose le défi de la construction d'une identité nationale collective. Le passage de la diversité à l'unité exige alors d'énormes sacrifices. Le premier et le plus important est d'ordre politique. L'ethnisation de la politique ou la politisation de l'ethnie avec ses diverses disparités régionales ont favorisé l'enlisement de la crise identitaire en Côte d'Ivoire si bien que les Ivoiriens ont du mal à s'accepter mutuellement. Le défi politique consiste donc en la construction d'un Etat à une dimension nationale c'est-à-dire où chaque citoyen se sent chez lui et où il n'y a point de favoritisme basé sur fond identitaire.

Le défi de la construction de l'unité nationale est aussi culturel. La rencontre de la Côte d'Ivoire et de l'Occident a sérieusement affecté la civilisation des populations locales. Les valeurs de solidarité et de partage, la culture d'accueil et d'hospitalité ont été souvent remplacées par les notions d'individualisme ou de liberté. Les religions et croyances traditionnelles, les méthodes d'éducation, les méthodes traditionnelles de maintien de la paix et de gestion des conflits ont été remplacées par des méthodes totalement étrangères et inadaptées. Désormais, l'ivoirien n'ayant plus de repère culturel, a du mal à se contenir face à l'ivoirien qui n'est en réalité qu'un

autre lui-même. Le retour aux sources reste donc un défi essentiel à relever dans le processus de la construction de l'unité nationale.

3.2. La nécessité d'une nouvelle rencontre ivoirien-africain : dans une perspective de partage et de développement

Depuis la période coloniale, la Côte d'Ivoire a toujours été une terre d'accueil pour les étrangers de diverses origines. La migration ouest-africaine vers ce, motivée à l'origine par la politique de mise en valeur de cette riche colonie, va se poursuivre et s'intensifier après l'indépendance. De 5% en 1950, la proportion des étrangers en Côte d'Ivoire atteint les 26% en 1998 soit plus du ¼ de la population. Cette présence massive des étrangers a fini par créer une situation de malaise au sein de la population autochtone. La plupart des étrangers (Burkinabé, Maliens, Guinéens) étant investis dans l'agriculture, la question foncière va se poser avec la plus grande acuité. Cela va affecter la coexistence entre autochtones et étrangers en Côte d'Ivoire. A cela l'on pourrait ajouter le poids des réfugiés libériens sur les populations de l'ouest de la Côte d'Ivoire depuis 1989 année d'éclatement de la guerre civile libérienne.

Cette situation de précaire coexistence va s'empirer avec la guerre en Côte d'Ivoire qui a vu une forte implication des ressortissants de pays limitrophes. En effet, cette guerre avec une couverture ivoiro-ivoirienne a mis aux prises :

« pêle-mêle, des rebelles ivoiriens appuyés de supplétifs sierra-léonais et libériens, des forces armées loyalistes recrutant elles aussi des mercenaires libériens, sud-africains, angolais ... de jeunes patriotes volontaires qui s'engagent dans l'armée nationale, des milices locales de « barragistes » qui sévissent dans les quartiers et les villages, des « chasseurs » dozo, venus des régions du Nord ou des pays voisins prêter main forte aux groupes armés, mais aussi des États limitrophes, le Burkina Faso et le Liberia, déterminés à faire prévaloir leurs intérêts par rébellion interposée. » (Banegas, 2003 : p8.)

Cette forte implication des ressortissants ouest-africains dans cette guerre va sérieusement fragiliser les relations entre les ivoiriens et les ressortissants de la sous-région ouest-africaine. En effet, durant cette guerre, des villes et villages de l'ouest ivoirien ont été pillés et ravagés par les mercenaires libériens et sierra-léonais inscrits dans la logique de « pay yourself ». Des

planteurs ont été dépossédés de leurs plantations et de leurs terres, et parfois contraints à l'exil quand des étrangers en devenaient de nouveaux propriétaires.

L'Ivoirien a fini par avoir le sentiment d'avoir été trahi par sa propre générosité. De ce fait, l'étranger, notamment le voisin ouest-africain n'est plus toujours le bienvenu en Côte d'Ivoire ou n'est plus perçu comme un autre moi-même, mais comme un envahisseur, un loup déguisé. La guerre et les nombreux conflits fonciers qui jalonnent l'histoire des relations entre Ivoiriens et ressortissants ouest-africains constituent ainsi un véritable frein à l'intégration sous-régionale, gage de paix et de développement. Cette intégration, au-delà de simples accords politiques, est une occasion de rencontres des peuples, de partage d'intérêts et donc d'acceptation mutuelle. La normalisation de la situation conflictuelle entre les ivoiriens et les étrangers ouest-africains dans la vérité et la justice, le rétablissement de la confiance brisée par les nombreuses crises constituent des défis importants pour une intégration sous-régionale réussie facteur principal du développement de l'Afrique.

CONCLUSION

Les difficultés d'intégration et de développement de la Côte d'Ivoire tirent leurs origines de la colonisation. Celle-ci, pour avoir disloqué les systèmes politique, économique et culturel traditionnels des peuples ivoiriens a fini par en faire des peuples sans repères. Pour les besoins de mise en valeur coloniale, des peuples issus de divers horizons ont été contraints à vivre ensemble. L'Etat postcolonial, avait donc pour mission de construire une identité collective à partir des identités individuelles réunies dans un même territoire.

Ce projet a volé en éclat sous la pression des nombreuses crises économiques qu'a connues ce pays depuis les années 80, si bien qu'aujourd'hui, les notions de paix, de sécurité et de développement restent des projets difficiles à réaliser. L'amenuisement des richesses face à une croissance démographique incontrôlée a fini par ranimer la crise identitaire jusque-là latente et pernicieuse. La guerre civile de 2002-2010 a montré la fragilité du tissu social ivoirien.

Le défi aujourd'hui pour le développement de la Côte d'Ivoire est celui de la construction de l'unité nationale et de la normalisation de la situation conflictuelle entre les ivoiriens et les ressortissants de la sous-région ouest-africaine.

Références bibliographiques

- Banegas, R. & Losch B. (2002), La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion. Politique africaine, 87, 139-161.
- Banegas, R. (2003), Côte d'Ivoire en guerre : les enjeux d'une crise régionale. Questions internationales, 3, 91 - 100.
- Césaire, A. (1955), Discours sur le colonialisme, Paris, Présence Africaine.
- Dea, L. A. (2013), Le christianisme occidental à l'épreuve des messianismes indigènes en Côte d'Ivoire coloniale : le harrisme et le déhima, Etudes et analyses, 30.
- Ekanza, S-P. (2005), L'Afrique au temps des blancs, Abidjan, CERAP.
- Ero, C. & MARSHALL, A. (2003), L'ouest de la Côte d'Ivoire : un conflit libérien ? Politique africaine, 89, 88-101.
- Kipre, P. (2005) Côte d'Ivoire la formation d'un peuple, Fontenay-sous-Bois, SIDES.
- Losch, B. (2000), Coup de cacao en Côte d'Ivoire économie politique d'une crise structurelle. Critique internationale, 9, 7-14.
- Rosenstroch, L. (1968), Amin (Samir) - Le développement du capitalisme en Côte-d'Ivoire. Revue française de science politique, 18, (2), 386-387.
- Villamur, R. & Richaud, L. (1903), Notre colonie de la Côte d'Ivoire, Paris, Librairie maritime et coloniale.
- Yayat D. H. (2000), Instauration de l'économie de plantation en Côte d'Ivoire (1893-1923), thèse d'histoire, Université Paris 7.